

✓ **Rejoindre l'Orée de la Brie** donne à court terme une meilleure visibilité mais implique un accord de la part des communes d'accueil et des préfets d'Essonne et de Seine et Marne. Les échanges que nous avons engagés dans cette direction laissent penser que cela pourrait être jouable. Ce choix présente l'avantage pour notre commune de ne pas être absorbée par un grand ensemble où notre place serait très réduite aux côtés de grandes collectivités dont les contextes et réalités sont très éloignées des nôtres. Il nous permet également de poursuivre les objectifs qui nous avaient guidés lors de notre choix de rejoindre le Plateau Briard plutôt que le Val d'Yerres : rejoindre des communes dont la taille et la typologie nous ressemblent. Par contre, les risques sont que nous soyons écartés de grands projets tels que le développement des transports en commun ou que dans quelques années il faille de toute façon rejoindre un grand ensemble, autrement dit, reculer pour mieux sauter.

✓ **La quatrième option qui est celle de demander le rattachement au San de Sénart** est assez proche de la seconde : le préfet de région ayant proposé le regroupement de cet ensemble avec les intercommunalités d'Evry et de Corbeil-Essonnes, il s'agirait d'intégrer un ensemble de plus de 500 000 habitants, avec des disparités encore plus grandes, et des problématiques bien différentes des nôtres.

De ces quatre options, l'enjeu est pour Varennes-Jarcy de choisir celle qui nous garantira la plus grande autonomie en termes d'urbanisme et d'aménagement du territoire afin de préserver notre environnement exceptionnel, celle qui n'engendrera pas une flambée des impôts pour les entreprises et les familles en rejoignant des communes endettées, celle enfin dans laquelle notre représentativité sera significative afin de faire valoir nos opinions dans les décisions prises.

Comme nous l'avons annoncé, afin de nous aider dans notre décision, nous avons sollicité le concours d'un cabinet d'études afin d'établir un diagnostic et d'identifier les avantages et les inconvénients de chacune des options.

L'échéance dont nous avons convenu était septembre, mais, comme vous pouvez le constater, en l'état actuel des choses, il leur est difficile de nous guider dans notre choix.

Néanmoins, nous vous proposons une première présentation de leur analyse ce 28 novembre prochain. Nous vous informerons des dernières évolutions législatives actées ou envisagées.

A l'issue de cette réunion publique, le conseil municipal devra délibérer au plus tard le 5 décembre sur le périmètre Nord Essonne proposé par le Préfet de Région.



RÉUNION PUBLIQUE

LES ENJEUX DU SCHÉMA DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Vendredi 28 novembre 2014
Salle des Fêtes – 20H30

Depuis plusieurs mois, la future organisation des territoires fait l’objet de nombreux débats : quel devenir pour les régions, les départements, les territoires, les métropoles. Quelles compétences donner à chacun, avec en toile de fond une situation sans précédent : des financements à la baisse quelle que soit l’entité qui aura à mettre en œuvre les services à la population.

Il est bien difficile d’avoir une visibilité sur notre devenir, et plus encore de vous tracer des perspectives dans la mesure où rien n’est encore décidé, où chaque semaine nous amène une information nouvelle qui remet en cause les périmètres, les compétences ou les échéances initialement prévues.

Avant de vous parler de la situation plus particulière de notre commune, nous vous proposons un récapitulatif.

LES OBJECTIFS ET LES ÉCHEANCES DU PROJET DE SCHÉMA RÉGIONAL DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE D’ILE-DE-FRANCE

Les intercommunalités en grande couronne doivent atteindre une taille qui permettra d’assurer un développement équilibré de la région capitale, en leur donnant la capacité de porter des projets d’envergure et de structurer le territoire. Cela, aux côtés de la Métropole du Grand Paris (MGP) qui sera créée le 1er janvier 2016 sous la forme d’un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). L’articulation entre la zone dense de la Métropole et les territoires franciliens situés au-delà de l’unité urbaine sera favorisée par la construction de territoires de projets cohérents.

La loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 prévoit l’organisation d’un schéma régional de coopération intercommunale (SRCI). Elle prévoit que les EPCI à fiscalité propre de grande couronne (départements de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l’Essonne et du Val-d’Oise), dont le siège se situe dans l’unité urbaine de Paris atteignent, à la fin de l’année 2015, le seuil démographique de 200 000 habitants, sauf dérogations. La Métropole du Grand Paris sera, quant à elle, constituée de territoires d’au moins 300 000 habitants.

Le présent projet de SRCI est élaboré par le préfet de la région d’Ile-de-France, sur propositions des préfets des quatre départements de grande couronne. L’ensemble des conseils municipaux et organes délibérants des EPCI franciliens seront saisis pour avis sur ce projet. Le projet de SRCI sera présenté à la Commission Régionale de Coopération Intercommunale (CRCI), et débattu en son sein. Après avoir pris connaissance des avis des conseils municipaux et des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre consultés, la CRCI pourra proposer des modifications du projet de schéma qui devront être adoptées à la majorité des deux tiers de ses membres, comprenant les deux tiers au moins des représentants de la ou des CDCI concernée(s) par le projet.

Ce n’est qu’à l’issue de cette phase de concertation que le schéma régional de coopération intercommunale sera arrêté par le Préfet de la région d’Ile-de-France.



La carte illustre le schéma régional de coopération intercommunale (SRCI) en Île-de-France. Elle met en évidence la Métropole du Grand Paris (MGP) au centre, entourée de diverses intercommunalités de grande couronne. Les communes sont colorées et regroupées en zones distinctes, chacune avec une population indiquée. Les zones de couleur rose et orange sont particulièrement visibles, correspondant à des entités comme la CA des Portes de l'Essonne (CALPE) et la CA du Val d'Yerres (CAVY).

- ✓ **Dans ce contexte de regroupement, nous avons 4 choix possibles**
- ✓ Rester avec les communes du Plateau Briard avec qui nous avons créé une communauté de communes il y a 11 ans, et par voie de conséquence intégrer un territoire ou regroupement de communes de 300 000 habitants au sein de la Métropole du Grand Paris,
 - ✓ Intégrer la nouvelle intercommunalité proposée par le préfet de région qui regroupe 16 communes essonniennes, dont celles du Val d’Yerres (Yerres, Brunoy, Epinay, Crosne, Quincy et Boussy), du Val de Seine (Draveil, Vigneux et Montgeron), des Portes de L’Essonne (Savigny, Athis-Mons, Juvisy, Morangis et Paray-Vieille-Poste) et Viry-Chatillon, constituant une population de 309 000 habitants,
 - ✓ Demander le rattachement à la communauté de communes de l’Orée de la Brie qui n’est pas soumise à la nécessité de rejoindre d’autres intercommunalités, car située en dehors de l’unité urbaine de Paris, (Brie-Comte-Robert, Servon et Chevry-Cossigny soit au total 23 000 habitants),
 - ✓ Intégrer le San de Sénart qui va se transformer en communauté d’agglomération et dont le préfet de région suggère le regroupement avec Evry et Corbeil-Essonnes, ce qui constituerait un ensemble de 533 000 habitants.

Si notre choix se portait sur l’une des 2 premières possibilités, l’aboutissement en serait certain, car dans le premier cas, la loi nous autorise à rester avec le Plateau Briard, dans le second, il s’agirait simplement d’approuver la proposition du préfet. Pour les 2 dernières options, leur faisabilité est moins évidente, car elle ne peut se faire qu’avec l’accord des communes d’accueil et l’aval des préfets des départements concernés.

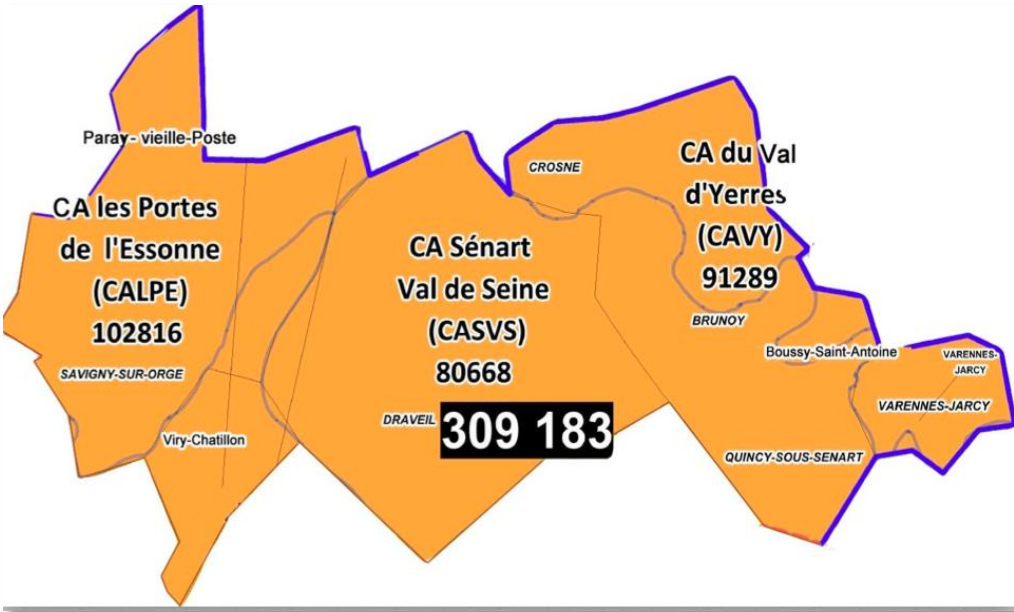
✓ **En ce qui concerne la Métropole du Grand Paris**, il n’est toujours pas décidé du niveau auquel vont être gérées les compétences essentielles que sont l’aménagement du territoire, la politique du logement, ni comment seront réparties les ressources financières. Ces points sont en cours de débat entre tous les élus concernés et le gouvernement, avec un vote définitif au parlement qui est annoncé en début d’année prochaine alors qu’il nous était demandé de décider avant le 30 septembre dernier si nous choisissons d’intégrer ou non la Métropole. A la demande des communes, Madame la Ministre de la décentralisation a accepté un report de cette échéance au 30 novembre. Cette décision devait être confirmée dans le texte de loi pour être légalement valide. Ainsi, à ce jour, il est demandé aux communes de prendre une décision dans un contexte législatif inachevé, sans aucune visibilité et sans aucune possibilité ni de vous présenter les scénarios s’offrant pour Varennes-Jarcy, ni de vous associer directement à la décision par voie de référendum tel que nous l’avions envisagé.

Face à cette situation, nous nous sommes à nouveau mobilisés pour demander officiellement au gouvernement un report du délai laissé aux communes qui permette de décider en toute connaissance de cause, c’est-à-dire après l’adoption de la loi par le parlement.

Nous sommes donc, comme toutes les communes qui ont à faire le choix de rentrer dans la Métropole ou non, dans l’attente d’un amendement législatif qui prendra en compte cette demande.

✓ **Pour ce qui est de notre rattachement aux 15 autres communes de l’Essonne**, comme toutes les communes de la Grande couronne concernées par la loi de modernisation, nous devons indiquer notre avis au préfet par une délibération du conseil municipal avant le 5 décembre prochain.

Plusieurs réunions entre nos 16 communes ont eu lieu depuis la présentation de ce découpage par le préfet. Outre le fait que pour Varennes-Jarcy il s’agirait de rejoindre des communes de très grande taille (notre représentativité, en calcul théorique, ne serait que de 0.6 siège : fort heureusement la loi prévoit l’arrondi supérieur !), aucune



des 15 autres communes n’est favorable à cette proposition du préfet de région.

Les raisons essentielles sont que ce territoire ainsi constitué du Nord-Essonnes recouvre en réalité deux ensembles territoriaux distincts, de part et d’autre de la Seine. Ils s’inscrivent dans des dynamiques différentes (pôle d’Orly à l’Ouest, Plateau Briard et Sénart à l’Est). Les enjeux auxquels ils sont confrontés et les opportunités qu’ils peuvent saisir ne sont pas les mêmes.

Regrouper ces territoires au sein d’un même EPCI serait par conséquent inadapté. D’une part, la nouvelle institution aura de grandes difficultés à développer des politiques intercommunales appropriées aux réalités contrastées. D’autre part, le risque est de couper ces territoires des dynamiques métropolitaines sur lesquelles ils pourraient appuyer leur développement. Coincée entre la Métropole du Grand Paris, le Grand Saclay et Evry-Sénart, la proposition d’ensemble Nord-Essonnes apparaît davantage comme un regroupement résiduel d’entités disparates que comme un territoire de projet. Pire, elle laisse totalement de côté la dynamique du pôle d’Orly, qui constitue pourtant le moteur métropolitain du territoire. Toutes les communes vont donc vraisemblablement délibérer défavorablement. Si le préfet n’est pas obligé de tenir compte de l’avis des communes, il paraît quand même difficile de passer en force face à une opposition unanime.

Là encore, il est impossible de juger de l’opportunité que représente cette perspective pour Varennes-Jarcy, puisque ni le périmètre, et encore moins les compétences et impacts financiers ne sont tangibles.